

Les échecs de l'éducation attisent les braises dans le monde arabe

Publié le 23 février 2011

Par Kevin Watkins, Directeur, Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous



Dans un centre d'alphabétisation pour les filles et les femmes du Caire. (Photo: Hany Ali Ahmed/© UNESCO)

Personne n'aurait pu prévoir qu'en l'espace de deux mois, le décès par auto-immolation de Mohamed Bouazizi, un Tunisien de 26 ans qui tentait de gagner sa vie en vendant des fruits et légumes, provoquerait de telles ondes de choc à travers le monde arabe.

Cet acte de désespoir isolé a entraîné l'effondrement de dictateurs, a ouvert la voie à l'expression des libertés politiques et a contraint les dirigeants autocratiques à essayer d'endiguer la vague démocratique. Il a par ailleurs catalysé le sentiment d'humiliation, de désespoir et de ressentiment éprouvé par des millions de jeunes Arabes.

Les échecs de l'éducation sont intimement liés à la crise politique du monde arabe. Les gouvernements du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont massivement investi dans l'éducation, et la décennie qui vient de s'achever a assisté à un développement rapide de l'éducation primaire, secondaire et tertiaire. Néanmoins, les résultats ont été décevants. Les écoles et les universités forment des diplômés qui n'ont pas les compétences dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail et le marché de l'emploi est paralysé par les impérities des responsables de la gestion économique. Les conséquences : de hauts niveaux d'éducation et des taux de chômage très élevés.

Les ondes de choc politiques qui traversent le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont liées à des problèmes profonds qui varient selon les pays. Cependant, trois facteurs se détachent. Les politiques de la région font l'objet de transformations liées à la révolution démographique, à des attentes contrariées et à la réaction populaire à des régimes autocratiques qui associent des choix inacceptables à des politiques économiques défailtantes.

La révolution démographique et un chômage massif

Les effets de la démographie ne doivent pas être sous-estimés. Le monde arabe compte la plupart des pays à [fort taux de population juvénile](#). Près [d'un individu sur cinq](#) – sur 85 millions au total – est âgé de 15 à 24 ans. Plus de la moitié à moins de 25 ans.

Comme le découvrent les leaders de la région, la démographie peut avoir des conséquences sociales, politiques et économiques tout à fait importantes. Dans les pays où la population est jeune, le défi immédiat consiste à créer les compétences et les opportunités économiques porteuses d'espoir en termes d'emploi, de sécurité et d'augmentation du niveau de vie. Ces espoirs ont été refusés à Mohamed Bouazizi et des millions de jeunes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en sont également dépourvus. Cette région est celle où l'on enregistre les taux de chômage des jeunes les plus élevés du monde. [Un jeune sur quatre est sans emploi](#). En Tunisie, le taux de chômage des jeunes atteint 31 %, en [Égypte, 34 %](#).

Le chômage est non seulement répandu, mais les jeunes doivent également attendre exceptionnellement longtemps pour trouver un premier emploi. Les économistes ont même inventé un mot, la « waithood », pour désigner cette longue période de transition que subissent les adolescents de la région avant de pouvoir entrer dans la vie active. La durée moyenne d'attente est de trois ans au Maroc et en [Iran](#), et de plus de deux ans en Égypte.

Ces attentes sont à [l'origine d'un profond sentiment de frustration](#). Incapables d'assurer leur indépendance économique et de bénéficier du statut social que procure l'emploi, les jeunes sont obligés de retarder leur mariage, la création de leurs propres familles et la construction de leurs maisons.

Au-delà des conséquences sociales du chômage des jeunes, il est évident que le coût économique est tout à fait considérable. Selon [une estimation](#), au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce coût atteindrait 6 % du PIB, soit un montant supérieur à celui que les gouvernements consacrent à l'éducation. Il se peut que la méthodologie utilisée pour obtenir ce chiffre soit contestable, en revanche, les liens entre les hauts niveaux de gaspillage économique et le chômage massif des jeunes sont indiscutables.

Le fléau de la progression du nombre des chômeurs

Derrière les données du chômage présentées à la une des journaux, certains scénarios sont préoccupants. Plusieurs pays arabes ont connu une forte croissance économique associée à de faibles niveaux de création d'emplois destinés aux jeunes. La Jordanie, par exemple, a bénéficié d'une croissance de 6 % par an sans enregistrer une baisse significative du chômage des jeunes.

Ce même scénario – d'augmentation du chômage des jeunes – est évident dans d'autres pays et pourrait être sur le point d'empirer. Les jeunes du Moyen-Orient ont ["manqué le boom et subissent la crise"](#). Les jeunes sont souvent les derniers de la liste à décrocher un nouvel emploi parce que les travaux sont confiés à des travailleurs migrants et que les secteurs en expansion privilégient l'investissement au détriment de la main-d'œuvre. Au sein des marchés du travail, les inégalités entre les sexes constituent un autre obstacle aux opportunités d'emploi : les taux de chômage des jeunes femmes sont supérieurs de 50 % par rapport à ceux des jeunes hommes.

Les insuffisances en matière de création d'emplois dans le secteur formel ont pour corollaire le renforcement du secteur informel. En Égypte, plus de 70 % des individus qui arrivent pour la première fois sur le marché du travail ont été obligés de prendre un emploi informel, et sont confrontés à de faibles salaires, à l'instabilité et à une sécurité de l'emploi limitée. Cette situation a de graves conséquences. Une fois que les jeunes entrent sur un marché du travail de mauvaise qualité, il leur devient difficile d'échapper à sa force de gravité, en partie parce qu'ils sont [incapables d'acquérir de nouvelles compétences](#).

Les échecs de l'éducation alimentent la crise de l'emploi subie par les jeunes

L'éducation est un ingrédient important de la crise politique qui ébranle les États arabes. Superficiellement, la situation en matière d'éducation commence à ressembler à celle de l'Asie de l'Est. Les deux dernières décennies ont permis de réaliser des progrès considérables au niveau des taux d'inscription dans le primaire et le secondaire, avec un relèvement significatif dans l'éducation tertiaire. De nombreux gouvernements ont augmenté les dépenses publiques consacrées à l'éducation. Les 7 % du PIB que la Tunisie investit dans le secteur place le pays parmi ceux qui à travers le monde font le plus d'efforts financiers dans ce domaine.

Dans ces conditions, quel est le problème ? Pourquoi tant de progrès dans l'éducation et de dépenses publiques consacrées au secteur n'ont-ils pas réussi à créer le cercle vertueux de la croissance économique, de la création d'emplois et du développement des opportunités en faveur des jeunes ? Les réponses à ces questions varient selon les pays, mais trois facteurs interdépendants se détachent.

Le premier est l'**inadaptation chronique des systèmes éducatifs aux marchés de l'emploi**. Dans la plupart des pays, les progrès de l'éducation se traduisent par un recul des risques de chômage. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce n'est pas le cas, en particulier si vous êtes une femme instruite. En Égypte, le groupe qui est le plus susceptible d'être confronté au chômage est, premièrement, celui des jeunes qui suivent ou ont achevé des études universitaires et, deuxièmement, celui des adolescents qui ont fait des études postsecondaires. Environ 25 % des jeunes hommes et près de la moitié des jeunes filles titulaires d'un diplôme universitaire sont sans emploi. Il ne faut donc pas s'étonner si de nombreux titulaires de diplômes universitaires sont devenus les leaders des groupes de jeunes manifestants de la place Tahrir.

La récurrence des mauvaises gestions économiques contribue certainement aux échecs des pays de la région en matière de création d'emplois. Une grande partie de la croissance du Moyen-Orient est liée à l'explosion des prix du pétrole et des biens immobiliers. Les gouvernements de la région n'ont fait preuve que de peu d'intérêt pour la promotion des activités entrepreneuriales. Les petites entreprises, notamment, sont étouffées par des impôts élevés, la corruption et la lourdeur de la bureaucratie. La plupart des pays n'ont même pas esquissé une stratégie crédible qui permettrait d'associer le développement des compétences à la promotion de nouveaux secteurs d'activité en pleine croissance – l'un des facteurs clés du succès économique de pays tels que Singapour.

Les graves inégalités dont souffrent les États arabes résultent de politiques économiques qui ont rendu d'infimes élites incroyablement riches tout en laissant sur le bord de la route la grande majorité des populations et en plongeant la jeunesse dans le chômage de masse et l'insécurité. Il est de notoriété publique que plusieurs leaders d'États arabes ont accumulé des fortunes personnelles considérables. Si la moitié des présomptions concernant les avoirs de Zine El Abidine Ben Ali et d'Hosni Moubarak sont vérifiées, cela signifiera que ces régimes ont systématiquement exploité les ressources publiques, et à une échelle sans précédent.

L'éducation des chômeurs

Les États arabes ont instamment besoin de mettre en œuvre des réformes qui témoigneront de leur volonté de s'engager en faveur de la justice sociale et de réduire les inégalités en prenant des mesures susceptibles de favoriser les créations d'emplois. Ils doivent également prendre des mesures concernant le **second facteur d'inadéquation entre l'éducation et l'emploi** : l'arrivée sur les marchés du travail de jeunes qui disposent de compétences appropriées. Au sein d'une économie mondiale de plus en plus fondée sur le savoir, il est fondamental de transmettre les connaissances de base et de favoriser la souplesse d'esprit qui permet de résoudre les problèmes.

En dépit des progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation et de ressources investies dans le secteur, les États arabes ont les systèmes éducatifs dont les résultats sont parmi les plus mauvais de la planète. Les problèmes commencent tôt. Dans le *Rapport mondial de suivi* de cette année, un tableau présente la répartition des résultats des tests de lecture réalisés en quatrième année dans différents pays. Au Koweït, au Qatar et au Maroc, plus de 90 % des élèves ont obtenu un résultat inférieur au score le plus faible, ce qui démontre qu'ils n'avaient même pas encore accédé à une

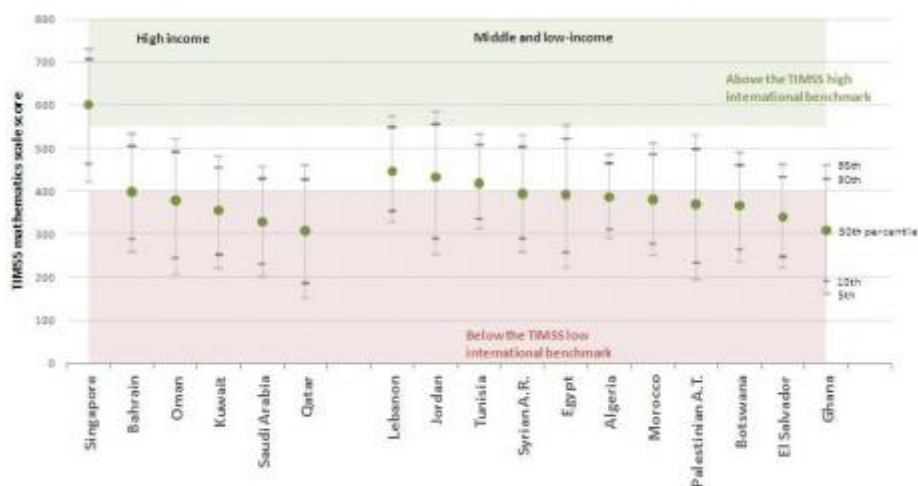
compréhension de base. En fait, ces trois pays étaient placés aux derniers rangs des trente-sept pays couverts par l'enquête.

Les mêmes problèmes refont surface aux niveaux supérieurs d'éducation. Le *Rapport mondial de suivi 2010* a analysé le quatrième cycle des Enquêtes portant sur les mathématiques et les sciences (TIMSS), qui ont couvert les élèves en 8^e année de 47 pays. Les enquêtes fixent un seuil inférieur en-deçà duquel les scores indiquent que les élèves n'ont pas de connaissances significatives des nombres entiers, des chiffres décimaux et des graphiques de base. Ces résultats devraient être affichés dans les bureaux des cheiks, rois et premiers ministres des États qui ont participé aux enquêtes. Voici quelques exemples :

- En Algérie, en Égypte et en Syrie, les scores de l'élève moyen n'atteignent pas le seuil inférieur. En Tunisie, ils sont légèrement au-dessus de ce même seuil. En d'autres termes, la moitié des élèves de chacun des pays ont suivi huit années d'études qui ne leur ont pas permis de posséder une connaissance pratique des mathématiques de base.

- En Arabie saoudite et au Qatar, plus de 80 % des élèves n'atteignent pas le seuil inférieur. L'élève moyen des deux pays obtient des résultats à peu près similaires à ceux de ses homologues du Ghana et du Salvador, et le Qatar est le pays qui a obtenu les plus mauvais résultats des pays couverts par les enquêtes.

Si vous voulez vous faire une idée des raisons pour lesquelles Singapour offre aux jeunes des opportunités que les jeunes des États arabes n'entrevoient que dans leurs rêves, jetez un coup d'œil à cette comparaison des résultats des TIMSS :



Pourquoi les systèmes éducatifs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord obtiennent-ils de si mauvais résultats ? Dans de nombreux pays, les enseignants sont insuffisamment formés. L'enseignement n'est pas considéré comme une profession offrant un bon statut social, mais plutôt comme un dernier recours, comme le moyen d'entrer dans la fonction publique. On met l'accent sur l'apprentissage par cœur et les élèves ne sont pas incités à résoudre les problèmes ou à acquérir des compétences favorisant la souplesse d'esprit. Les systèmes éducatifs sont centrés sur un secteur public au sein duquel l'offre ne cesse de décliner et privilégie l'éducation postsecondaire. La plupart des élèves n'atteignent pas ce niveau. Et ceux qui y parviennent, achèvent leurs études avec des compétences largement inadéquates aux besoins des employeurs.

Le problème de l'emploi des jeunes est certes lié au fait qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois. Cependant, il convient également de souligner que les employeurs potentiels sont incapables de recruter des jeunes ayant terminé un cycle d'études ou obtenu un diplôme et qui ont les compétences appropriées. Un point a été clairement mis en exergue, notamment par le [Forum arabe pour l'emploi](#).

Les échecs des systèmes éducatifs sont, bien entendu, liés à des échecs plus vastes. Dans les pays arabes, les prestataires du secteur de l'éducation ne sont que fort peu attentifs aux besoins et préoccupations des écoliers et collégiens. À l'instar des gouvernements dont ils relèvent, les responsables de l'élaboration des politiques ne s'impliquent pas réellement dans les fonctions qu'ils occupent.

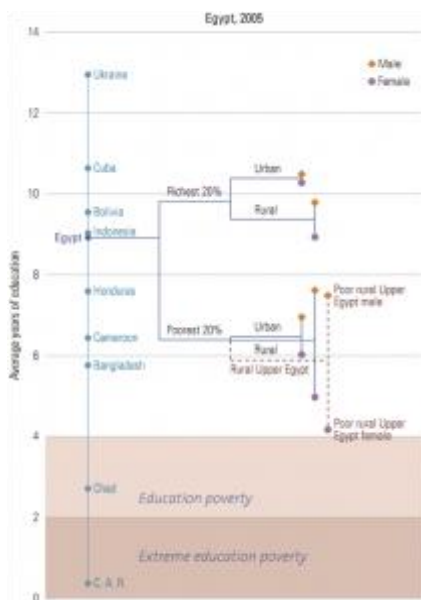
Par ailleurs, de nombreux jeunes arabes ne considèrent pas leurs systèmes éducatifs comme une source d'apprentissage et d'opportunités, mais plutôt comme un vecteur grâce auquel les autocrates cherchent à limiter leur esprit critique, à juguler leur liberté d'expression et à renforcer leur contrôle politique. J'ai pris conscience de la profondeur de ce sentiment lors d'[un récent Doha Debate \(émission de la BBC\)](#) auquel participait le brillant et (au grand dam de ses interlocuteurs) très éloquent Tarek, Ramadan, professeur à l'université d'Oxford.

N'oublions pas l'école primaire et remédions aux disparités liées aux richesses et au genre

Le troisième facteur auquel il convient de s'attaquer est celui qui a été gravement négligé lors de la prise en compte de la crise actuelle. Dans une large mesure, le mouvement de protestation qui embrase les États arabes a été conduit par des jeunes et des adultes éduqués frustrés par l'autocratie de leurs dirigeants politiques et l'indigence des opportunités offertes par leurs politiques économiques. Cette situation a détourné l'attention du plus grand nombre de **la crise de l'éducation, et plus particulièrement de l'école primaire, qui affecte les ménages à faible revenu** et des besoins d'adolescents et de jeunes qui sortent de l'école après avoir suivi seulement quelques années d'un enseignement de mauvaise qualité.

Les États arabes n'ont pas atteint leurs objectifs en matière d'éducation de base. Six millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont toujours pas scolarisés, soit 16 % du total mondial. En dépit de l'écart considérable qui sépare les deux pays en termes de richesses, l'Arabie saoudite a un taux d'inscription à l'école primaire inférieur à celui de la Zambie. Par ailleurs, le monde arabe souffre d'importantes inégalités entre les sexes : Au Yémen, le taux d'inscription des garçons dans le primaire atteint 79 %, contre à peine 66 % pour les filles.

Les indicateurs nationaux moyens peuvent parfois dissimuler des disparités marquées en termes d'accès à l'éducation. Prenons le cas de l'Égypte. En moyenne, un Égyptien qui a entre 17 et 22 ans a suivi des cycles d'études pendant environ neuf ans. C'est globalement le chiffre auquel on peut s'attendre si l'on se réfère au revenu du pays. Cependant, à y regarder d'un peu plus près, les choses sont sensiblement différentes : environ 12 % des Égyptiens sont allés à l'école pendant moins de deux ans.



La mesure de la privation et de la marginalisation dans l'éducation que nous avons élaborée pour le Rapport mondial de suivi 2010 permet de se faire une idée des éléments à l'origine des inégalités affectant l'éducation en Égypte (à gauche). En suivant le lien ci-inclus, vous verrez qu'en matière d'éducation, le fait d'être pauvre, de vivre dans des zones rurales de la Haute-Égypte et d'être une fille se traduit par de graves désavantages, qui se renforcent mutuellement. Plus d'un quart des filles des 20 % des ménages les plus démunis vont à l'école pendant moins de quatre ans et près de la moitié ont moins de quatre ans.

Les taux d'abandon élevés dans le primaire et dans les premières classes du secondaire sont symptomatiques de la pauvreté des parents, d'une éducation de mauvaise qualité et de l'incapacité constante du gouvernement égyptien à s'attaquer aux causes profondes des inégalités. Les adolescents des milieux démunis entrent sur le marché du travail sans éducation secondaire et n'ont rien d'autre en poche qu'un aller simple à destination de la pauvreté, de

l'insécurité et de la marginalisation. Ils ne figurent pas clairement dans les données du chômage pour une raison très simple : ils n'ont pas les moyens de chercher un emploi et ils ne peuvent pas espérer le soutien de leurs familles. Cette situation permet de comprendre en partie le paradoxe suivant : la plus grande partie des jeunes analphabètes et des individus qui ne sont pas allés au-delà de l'école élémentaire ont un emploi.

La crise politique qui déferle sur les États arabes est le résultat d'années d'échecs politiques. Les aspirations et les espoirs des jeunes – qui sont de plus en plus connectés les uns aux autres et avec le monde extérieur grâce à Internet – s'entrechoquent avec des systèmes politiques atrophiés, dirigés par des élites suffisantes, cupides et déconnectées des populations. L'autocratie et la bureaucratie se sont associées pour créer une génération de jeunes qui a perdu tout espoir en un monde meilleur. Pourtant, chaque crise doit être considérée comme une opportunité. Les jeunes et les enfants sont des atouts. Le défi politique consiste à exploiter cet atout grâce à la réforme démocratique et à un ordre du jour centré sur l'éducation et l'emploi. Les dirigeants qui ne parviendront pas à relever ce défi doivent s'attendre à être – légitimement – chassés du pouvoir.

This translation was provided by UNESCO Education Sector - Knowledge Management Services. The original can be found at: <http://efareport.wordpress.com/...>

[World Education Blog Home](#) | [EFA Report Website](#)